**La République et ses ennemis (1870-1905) : montrez comment cette République, qui ne devait être que transitoire, comme les deux premières, a pu finalement venir à bout de ses ennemis.**

La Troisième république fut instaurée le 4 septembre 1870 et tomba le 10 juillet 1940. On peut se demander comment cette république, qui ne devait être que transitoire, comme ses deux sœurs, a pu finalement venir à bout de ses ennemis de 1870 à 1905. D’abord nous verrons qui était ses ennemis. Puis nous verrons comment elle a pu en venir à bout.

Après la défaite de la guerre de 1870 contre les Prussiens, les Français décident de continuer les combats, de septembre 1870 au 28 janvier 1871. Paris est l’objet d’un siège terrible, marqué par la disette, les bombardements et un rude hiver. Pour couronner le tout, le 18 janvier 1871, Guillaume 1er, roi de Prusse, pour unifier les états allemands, se proclame « empereur d’Allemagne » à Versailles. La France n’ayant pas encore de gouvernement légitime pour traiter avec Bismarck, organise des élections le 8 février 1871, dans une atmosphère dramatique et sans campagne électorale. Deux partis s’opposent : les monarchistes, favorables à la paix avec la Prusse mais en désaccord avec le régime à mettre en place et les républicains, unis sur la question du régime mais en désaccord sur la poursuite du combat avec la Prusse. Les monarchistes l’emportent largement. Sur les 675 élus, il y a 400 monarchistes et 250 républicains. Le 17 février, Adolphe Thiers est élu chef du pouvoir exécutif. Les parisiens supportent mal l’entrée des Prussiens et sont méfiants de ce nouveau gouvernement qui multiplie les maladresses, comme celle de désarmer la garde nationale. Ceci amènera à une insurrection spontanée le 18 mars ; la Commune. Le peuple instaure son propre gouvernement autonome pour Paris : le conseil de la commune. Ce gouvernement est composé d’anarchistes, socialistes, des Jacobins et des montagnards. Ils sont dans la suite de la 1ère république et des sans culottes de 1830. Le gouvernement légitime réfugié à Versailles va organiser une armée régulière, avec l’aide de Bismarck qui libérera près de 60.000 prisonniers de guerre qui se joindront à Thiers. La Commune va faire un grand nombre de réformes qui disparaîtront avec elle faute de légitimations. Le 10 mai 1871, le traité de Francfort est signé, cédant l’Alsace et le nord de la Lorraine (Moselle) à l’Allemagne. Tant que la lourde dette (dix-mille francs or) ne sera pas paillée, des troupes d’occupations seront maintenues en France. La Commune est écrasée lors de la semaine sanglante (du 21 au 28 mai 1871). Elle se compose de procès, exécutions et déportations de prisonnier communards. Même si la Commune a marqué la France, la république s’en sort plus forte et montre sa capacité à rétablir l’ordre social. Le 10 mai 1871, le traité de Francfort est signé, cédant l’Alsace-Moselle à l’Allemagne.

Plusieurs crises vont diviser la république. La première concerne l’assemblée des députés.

La crise du 16 mai 1877 oppose le monarchiste Pascal Mac Mahon et le républicain Léon Gambetta à l’assemblée nationale républicaine. Ce conflit politique de mai à décembre 1877 entre Mac Mahon et l’assemblée qui aboutit à la chute de Mac Mahon  renforce le système républicain. Les haut fonctionnaires ne sont pas épargnés.

Le *scandales des décorations de 1887*, ou *l’affaire des décorations*, est un trafic qui salira le président Jules Grévy qui sera contraint de démissionner le 2 décembre 1887. Ce scandale politico-financier implique le général Caffarel et le ministre de la guerre Théophile Ferron qui sont accusés de monnayer des décorations militaires et des marchés militaires. Etant donné l’importance politique des personnes impliquées, le préfet préfère étouffer l’affaire en plaçant le général à la retraite anticipée. Mais cela n’empêche pas l’affaire de ressurgir un mois plus tard, le 8 octobre 1887, dans un journal hostile à Ferron, *Le XIXe Siècle*, qui mettra en évidence une implication du gendre du président. Sous la pression de Georges Clémenceau et de Jules Ferry, le parlement pousse à la démission Jules Grévy. Malgré cet élément majeur, qu’est la démission du président qui est succédé par Sadi Carnot. Le parlement resta suffisamment stable pour maintenir la république en place.

Parallèlement l’affaire Boulanger est un des nombreux évènements qui a marqué la troisième république. Après la perte de l’Alsace-Moselle, les républicains cherchent à étendre leur politique extérieure tandis que le peuple préfère récupérer l’Alsace-Moselle. En 1886, Jules Grévy, demande à Charles Freycinet de former un nouveau gouvernement, ce dernier lui propose le général Boulanger, apprécié des radicaux, comme ministre de la guerre. Boulanger obtient le titre de « général revanche » quand il propose d’envoyer un ultimatum à l’Allemagne pour libérer un commissaire de police. Désapprouvé par le Parlement, il est mis à la retraite anticipée. Cela lui permet de se présenter à différentes élections partielles souvent avec succès. Ses couteuses campagnes sont financées par les monarchistes qui veulent renverser la république. Le 27 janvier 1889, Boulanger, soutenu par les forces de l’ordre et le peuple  tente un coup d’état. Il renonce au dernier moment, devant les portes de l’Elysée, décevant nombre de ses partisans.

Cette affaire a sérieusement mis en danger la sécurité de l’état, qui a failli se voir renversé par son peuple et montre que l’opposition monarchiste à la république était toujours présente.

En 1888, la Compagnie du Canal de Panama, rencontrant de grande difficultés financières dans son projet de percement du canal transocéanique, entreprend de corrompre une centaine de parlementaires, par le biais de chèques, afin d’autoriser la création d’un emprunt « à lots » et corrompt également la presse pour qu’elle incite les français à souscrire. Cela ne l’empêche pas de faire faillite, en 1889, ruinant 85.000 souscripteurs. Via un article de la *Libre Parole*, de 1892, dévoilant la corruption d’hommes politiques, les ennemis de la République mènent une virulente campagne contre les parlementaires, le régime.

Ce scandale  augmente le sentiment d’une collusion entre le pouvoir politique, la finance et la presse, éveillant la méfiance du peuple. L’affaire aura un impact profond sur la confiance des français dans les emprunts elle contribuera à l 'antisémitisme et qui sera renforcé quand l’affaire Dreyfus éclatera.

L’affaire Dreyfus débute à la fin du mois de Septembre 1894 quand le contre-espionnage français obtient la preuve qu’un officier français envoie des documents secrets à l’Allemagne. Le 15 octobre 1894, un officier juif d’origine Alsacienne, Alfred Dreyfus, est arrêté et accusé de trahison. Il n’y a pas de doute pour l’armée, Dreyfus est coupable. Il est dégradé et déporté en 1895 en Guyane. Ce n’est qu’en 1895 que le colonel Picquart, nouveau chef du contre-espionnage constate que le dossier d’accusation est quasiment vide. Picquart trouve qu’un dénommé Esterhazy est le vrai coupable. Mais il se heurte au haut  commandement car ses révélations attaquent l’honneur de l’armée et du tribunal militaire. Picquart est  exilé en Tunisie. Ce n’est finalement qu’en 1897, qu’Auguste Scheurer-Kestner, vice-président du Sénat, apprenant les dessous de l’affaire Dreyfus, par  l’avocat de Picquart, est convaincu de l’innocence d’Alfred Dreyfus. La presse laisse entendre que de hauts personnages de l'Etat doutent de la culpabilité de Dreyfus, créant ainsi deux camps, les dreyfusards et les anti-dreyfusards. La presse commence à influencer l’opinion publique. Résultant en partie à une France divisée en deux. Ce n’est qu’en 1899 que Dreyfus est rejugé, condamné à 10 ans de prison, mais aussitôt gracié par le président de la république. Cette affaire (d'antisémitisme) salit l’armée et la république et divise la France.

Ensuite, l’affaire Fort Chabrol se rapporte à un épisode extravagant qui se déroule du 12 août au 20 septembre 1899, au moment où Jules Guérin (directeur du journal *L'Antijuif*) refuse d'obtempérer au mandat d'amener lancé contre lui et se retrancha pendant 38 jours dans un immeuble de la rue de Chabrol à Paris. Il est jugé pour complot contre la sûreté de l’état. De violentes bagarres éclatent entre antisémites et révolutionnaires aux abords du « fort Chabrol ». Tous les bagarreurs étant repoussés, par la police, les anarchistes saccagent et brûlent l’église Saint-Joseph.

Cette affaire salit une nouvelle fois la république qui est encore menacée par différents partis, violents, qui n’hésiterons pas à saisir toutes opportunités pour s’emparer du pouvoir.

Les fiches, ou affaire des casseroles, se déroule entre 1900 et 1904. Cette affaire est dirigée par le général Louis André, ministre de la Guerre, qui remplace un système de hiérarchie parallèle par un système de fichage avec l’aide des loges maçonniques. Ce système consiste à noter chaque information possible (exemple : religion, habitude, façon de prier, pratiquant, bon républicain, jésuitard, a assisté à la messe de première communion de sa fille, etc…) sur chaque personne dans le service de l’armée. Le but étant de valoriser la promotion des militaires républicains au détriment des catholiques.

Les fiches éclaboussent l’armée et le gouvernement obligeant le ministre de la guerre à démissionner.

La république est mise en danger par diverses crises et affaires qui salissent l’armée, les haut fonctionnaires, les politiciens, les banquiers. Le peuple est de plus ne plus méfiant, la presse s’empare des affaires. L’assemblée nationales elle-même est divisée. Néanmoins l’assemblée législative surmonte toutes ses épreuves et assoir de plus en plus la légitimité de la république en France. Les monarchistes disparaissent progressivement du paysage politique.